

Le 2 mars 2015

M^e Simon Tremblay

Procureur en chef adjoint

Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion
des contrats publics dans l'industrie de la construction

Objet : Informations concernant l'Ordre des ingénieurs du Québec

Cher confrère,

La présente fait suite à notre échange de courriels concernant certains renseignements et documents requis par la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics.

Vous trouverez ci-joint les documents suivants :

- tableau des sanctions rendues par le conseil de discipline dans les dossiers « 3C » après 2008;
- tableau des demandes d'enquête reçues de 1996 à août 2004;
- extraits de procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration
- questions du sondage et rapport du sondage;
- résolution concernant le cours sur le professionnalisme obligatoire;
- article du magazine *Plan* concernant la ligne éthique ;
- projets de règlements annotés sur l'exercice de la profession d'ingénieur en société et modifiant le Code de déontologie des ingénieurs.

Vous trouverez ci-dessous certaines précisions qui ne figurent pas dans ces documents.

Formation en éthique et en déontologie

Pour chacune des années 2013-2014 et en 2014-2015, l'Ordre a donné 13 heures de formation continue en éthique et en déontologie. Ce nombre exclut toutefois les heures associés au cours obligatoire sur le professionnalisme, qui est encore disponible et doit encore être suivi par certains membres, aux formations destinées aux candidats ou aux étudiants et aux activités de parrainage.

Téléphone : 

Télécopieur : 



Cotisation

L'Ordre n'entend pas imposer de cotisation supplémentaire à ses membres pour l'année 2015-2016.

Cette décision a été prise suite à une rationalisation de l'enveloppe budgétaire de l'Ordre pour l'année 2015-2016 et ne devrait pas avoir d'effets majeurs sur la protection du public. Le déficit prévu pour la prochaine année sera financé à même les fonds accumulés de l'Ordre.

Les budgets alloués aux enquêtes disciplinaires, au fonctionnement du conseil de discipline et à l'inspection professionnelle n'ont pas été diminués. Au contraire, l'Ordre maintient son intention d'augmenter le nombre d'inspections professionnelles de 1700 à 2000 réalisées chaque année, comme l'avait indiqué Monsieur Louis Tremblay, ing., lors de son témoignage devant la Commission.

L'Ordre n'a pas, à proprement parler, de budget spécifique alloué aux activités de formation en éthique. Aussi, l'Ordre vise que ses activités de formation se déroulent à coût nul. Le budget destiné de façon plus générale au développement professionnel a fait l'objet d'un ajustement à la baisse. L'Ordre continuera d'offrir des activités de formation en éthique, il n'entend pas développer à court terme de nouveaux projets dans ce domaine, à l'exception de ceux déjà initiés ou de ceux qui peuvent s'autofinancer.

Sondage

Comme le mentionnait Monsieur Tremblay dans son témoignage devant la Commission, l'Ordre a mis en place des mesures pour donner suite aux constats révélés par le sondage, dont les suivantes :

- imposition d'un cours obligatoire sur le professionnalisme;
- meilleur ciblage des inspections professionnelles, en se concentrant sur les secteurs présentant davantage de risques;
- augmentation des rencontres avec les étudiants en génie et de l'offre de formation en éthique;
- mise en place de la ligne éthique.

Modifications réglementaires

L'Ordre consulte présentement ses membres sur un projet de règlement sur l'exercice de la profession d'ingénieur en société, afin d'autoriser ces derniers à offrir des services professionnels par l'entremise d'une société par actions ou d'une société en nom collectif à responsabilité limitée.

Présentement, la *Loi sur les ingénieurs* ne permet à un ingénieur que d'exercer sa profession dans une société par actions constituée à cette fin avant le 21 juin 2001.

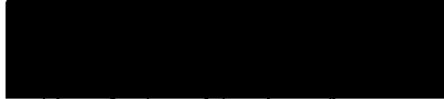
Par le fait même, le *Code de déontologie des ingénieurs* sera également modifié. Certains des articles modifiés ont un lien avec certains comportements exposés lors des audiences de la Commission.



Nous tenons à préciser qu'en raison des limites des dispositions habilitantes contenues au *Code des professions*, le *Règlement sur l'exercice de la profession d'ingénieur en société* ne permettra pas à l'Ordre d'exercer un véritable contrôle sur les sociétés offrant des services de génie, c'est pourquoi nos recommandations quant à la création d'un véritable encadrement de ces sociétés demeurent pertinentes.

Nous espérons que les renseignements contenus à la présente ainsi que les documents qui y sont joints vous seront utiles. Comme vous le savez, l'Ordre a toujours été désireux d'aider la Commission à remplir son mandat et se considère à ce titre comme un partenaire de celle-ci.

Veuillez agréer, cher confrère, mes salutations distinguées.



M^r François-Xavier Robert
Conseiller juridique

p.j.